



Parti Communiste Révolutionnaire de France



Rencontre des Partis Communistes et Ouvriers d'Europe, Bruxelles 11 avril 2018

Intervention de Maurice Cukierman,

Secrétaire général du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF)

Chers Camarades,

Au nom du Parti Communiste Révolutionnaire de France, je remercie le KKE pour l'organisation de cette nouvelle rencontre des Partis communistes et ouvriers d'Europe.

Le thème de notre rencontre est extrêmement important pour que se reconstruise sur notre continent et dans chacun de nos pays, un mouvement ouvrier révolutionnaire puissant, capable de constituer l'avant-garde et le noyau dirigeant du prolétariat.

En ce qui concerne la France d'aujourd'hui, le mouvement syndical est largement dominé par toutes les variétés du réformisme et de l'opportunisme. Pourtant le mouvement syndical révolutionnaire l'avait emporté après 1945 à la suite de la Résistance contre le fascisme et l'occupation, et la Confédération Générale du Travail a joué un rôle considérable, pendant toute la période 1945-1976, dans la défense des revendications de la classe ouvrière, des droits démocratiques, y compris bourgeois quand les monopoles voulaient les liquider, mais aussi contre le colonialisme et les guerres coloniales, pour la paix et la solidarité prolétarienne. Pendant cette période, la CGT a occupé le poste de secrétaire général de la FSM. Pour autant, le réformisme n'était pas mort : il s'organisait dans les syndicats jaunes comme Force Ouvrière, la scission organisée par la social-démocratie et l'impérialisme, ou dans le syndicalisme confessionnel qui donnera naissance à la CFDT, et établira lui aussi des liens organiques avec la social-démocratie. Mais le courant réformiste continuait d'exister dans la CGT, simplement il était jugulé par une bataille idéologique et politique intense dans la classe ouvrière. Cela était rendu possible par la présence d'un Parti Communiste puissant, implanté dans la classe ouvrière et les masses populaires, exprimant globalement les intérêts et les aspirations fondamentaux du prolétariat et son rôle historique pour mettre à bas la domination de la bourgeoisie, remplacer le capitalisme par le socialisme-communisme. Si la CGT se référait au texte anarcho-syndicaliste de la Charte d'Amiens de 1906 pour affirmer son indépendance vis-à-vis des partis politiques, dans les faits, ses positions de classe et son indépendance réelle vis-à-vis de l'ennemi de classe, la conduisaient à accepter l'hégémonie idéologique du Parti communiste, tout comme à se situer courageusement aux côtés de l'Union Soviétique et du camp socialiste.

Cependant, il faut nous rappeler les conclusions que Lénine tire dans *l'Impérialisme stade suprême du capitalisme* concernant la classe ouvrière et ses organisations : la bourgeoisie monopoliste, sur la base de la masse de sur-profits qu'elle récolte de la surexploitation des populations dominées, entretient l'existence d'une aristocratie ouvrière, dont l'exploitation est atténuée en rapport avec le reste de la classe, et sur cette base surgit une bureaucratie ouvrière corrompue. Ce phénomène doit être l'objet d'une particulière vigilance du mouvement communiste, car dans le cas contraire, il en est lui-même affecté et se développent en son sein des courants opportunistes qui, non combattus, permettent au révisionnisme, expression de la trahison de classe, de l'emporter. C'est ce qui s'est passé en France dans le PCF avec l'eurocommunisme dans les années qui ont suivi la guerre d'Algérie, et qui ont été marquées par :

1. La désolidarisation avec le camp socialiste (solidarité avec les écrivains et artistes contre-révolutionnaires, condamnation de l'aide du Pacte de Varsovie aux forces communistes de Tchécoslovaquie ...) ;
2. Par la complaisance avec les courants révisionnistes en Grèce, en Espagne et en Italie avant son ralliement pur et simple en 1976 ;
3. Par une stratégie, qui en s'appuyant sur des tendances opportunistes antérieures dans le mouvement communiste international et en France, a enfermé le parti dans un tête à tête avec la social-démocratie, le conduisant à prôner une étape transitoire avant la révolution socialiste ;
4. Par une politique visant à conforter les positions de l'aristocratie ouvrière et des couches moyennes prolétarisées, en soutenant certains aspects de la politique de la bourgeoisie monopoliste concernant l'arme



atomique et la politique d'armement, ou en développant une critique purement nationaliste de l'Union Européenne (avant de se rallier purement et simplement à cette dernière).

Cette trahison de classe a eu des répercussions catastrophiques dans le mouvement syndical, car cela s'est traduit par un encouragement politique aux courants réformistes et par la capitulation des dirigeants liés aux eurocommunistes. Dès 1981, avec l'élection de Mitterrand et la participation PCF au gouvernement, les fédérations syndicales CGT poussent à la modération des revendications, lâchant les secteurs combatifs qui sont en lutte. La CGT quitte la FSM et rallie la CES, avant de rejoindre la Confédération Syndicale Internationale. On assiste à l'effondrement du nombre d'adhérents. Aujourd'hui, la France est le pays de l'UE avec le plus faible taux de syndicalisation de l'UE (troisième pays pour la syndicalisation la plus faible dans l'OCDE). Le passage au réformisme des anciens représentants du courant révolutionnaire, à un moment où la bourgeoisie, confrontée à sa crise d'accumulation, ne veut plus rien donner mais veut tout reprendre, n'explique pas tout en lui-même, c'est vrai : les modifications dans la composition de la classe ouvrière avec le recul des secteurs traditionnels (la métallurgie, la sidérurgie, le textile...); la numérisation de l'économie, l'externalisation d'une partie de la production par la bourgeoisie monopoliste vers des Petites et Moyennes Entreprises mais étroitement contrôlées par elle; les délocalisations et l'internationalisation de la production; le double mouvement de l'élévation relative de la qualification de la force de travail, qui a renforcé momentanément l'aristocratie ouvrière, et de la précarisation des emplois pour le plus grand nombre, ont joué leur rôle, tout comme la pérennisation du chômage et la répression anti-syndicale. Mais tout aussi évident est le fait que l'absence de combat idéologique, l'abandon de la formation des militants, la capitulation (et l'accompagnement) devant les offensives entreprises par l'oligarchie financière, ont largement contribué à faire que les phénomènes que nous venons d'évoquer, soient la base du renforcement de l'idéologie dominante. C'est très net si l'on observe le développement, encouragé par la direction de la CGT, de l'Union des Ingénieurs, Cadres et Techniciens, et la prépondérance idéologique dont elle jouit dans la direction confédérale. Ce d'autant plus que la défaite du socialisme réel a renforcé les tendances capitulardes et le pessimisme social.

Dans les 20 dernières années, le mouvement syndical s'est replié sur la négociation à froid, prenant une position défensive sur toutes les questions. Mais en même temps, on s'aperçoit que les travailleurs ne restent pas pieds et poings liés : sur la question des retraites, des statuts, de la défense des services publics..., il y a eu des batailles de classe importantes, qui ont fait prendre du retard à la bourgeoisie française sur ses concurrents. Il n'y a pas eu de victoires de la classe ouvrière, mais en même temps les luttes ont freiné la mise en place des dispositifs concoctés par la bourgeoisie française dans le cadre de l'Union Européenne.

C'est en partie la base de la crise politique que traverse le pays, crise mise en relief par le résultat des dernières élections présidentielles et législatives. L'offensive menée par le gouvernement Hollande contre la classe ouvrière s'est heurtée, lors de la « loi Travail » (loi de la ministre El Khomri), à une puissante opposition. Dans les entreprises, les militants de la CGT ont commencé à prendre conscience qu'il fallait rompre avec la collaboration de classe, avec les tentatives de fusionner avec la centrale syndicale intégrationniste qu'est la CFDT. La révélation de la corruption de Thierry Lepaon, a joué son rôle. C'est ce qui explique les modifications du discours confédéral depuis le dernier congrès. Aujourd'hui, dans de nombreuses organisations, est posée la question de la ré-adhésion à la FSM, ce qu'ont déjà fait les Fédérations de la Chimie, du Commerce et des Services, l'Union Départementale du Val de Marne etc. De même, pour l'année 2016 et 2017, la France est en tête dans l'UE pour le nombre de grèves et leur durée. Mais ne nous faisons pas d'illusions, l'orientation reste celle qui s'était imposée dans les années quatre-vingts et symbolisée par Bernard Thibaut, aujourd'hui casé comme président du BIT et pressenti par le Comité International Olympique pour... empêcher les grèves et les revendications salariales "excessives" pendant la préparation et la tenue des Jeux Olympiques de Paris !

C'est dans ce contexte général, marqué par la montée d'un mouvement de contestation important depuis les entreprises de la politique de collaboration de classe, que la bourgeoisie française a choisi Emmanuel Macron pour mener une politique d'agression contre les travailleurs et les masses populaires. Le programme est d'en finir avec l'ensemble des conquêtes sociales obtenues à la Libération, de démanteler les services publics pour livrer au privé ce qui peut l'être, mais aussi pour abaisser le coût de la force de travail, permettre d'accroître le financement public des monopoles et de "libérer" du poids des impôts l'oligarchie financière. Il s'agit de passer en force, coûte que coûte, avant un éventuel réveil de la conscience révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle le programme de Macron a toutes les caractéristiques de l'extrême-droite parlementaire, qui ne saurait être réduite au nationalisme exacerbé et au racisme, ni au fascisme proprement dit. Ces caractéristiques sont : un mépris de classe affiché et assumé; une volonté de casser les organisations ouvrières même réformistes, après les avoir compromises; une



volonté de concentrer le pouvoir dans les mains d'un exécutif fort autour d'un chef, s'appuyant sur un appareil technocratique en perfusion permanente avec les monopoles ; une mise en cause du rôle du Parlement que l'on veut réduire à un rôle purement décoratif ; un renforcement des dispositifs répressifs (les dispositions de l'état d'urgence sont dorénavant partie intégrante de l'état banal, et s'ajoutent aux lois adoptées sur le renseignement et la sécurité); une mise en cause de la liberté de la presse ; une volonté d'encadrer la jeunesse ; une mise en cause de la séparation de l'Église et de l'État et de la laïcité. Quant au nationalisme, sous des formes nouvelles, et sous le parapluie européen et de l'OTAN, cela se traduit par :

- Une loi sur l'immigration qui sera parmi les plus restrictives et les plus arbitraires de l'UE
- Une exaltation de l'armée et de son rôle.

A y regarder de près, c'est, dans des conditions différentes, un programme du même type que celui que voulait une partie de la bourgeoisie française avec Pétain en 1940-1942. En 1958, les mêmes soutenaient le coup d'État de De Gaulle sur la base d'un programme du même type, dans un rapport des forces différent.

Aujourd'hui, le réactionnaire Macron s'inscrit dans cette continuité : renforcer l'État du Capital monopoliste contre les travailleurs et leurs organisations syndicales, pour assurer l'accumulation ; tenter d'enrayer la baisse du taux de profits ; affronter les contradictions inter-impérialistes, conserver les positions de l'impérialisme français dans le monde. La mise en œuvre de sa politique constitue une étape nouvelle de la domination monopoliste sur la classe ouvrière et la société tout entière. Et comme les deux fois précédentes, la majorité de la social-démocratie est présente au rendez-vous ! Ces tendances politiques qui s'affirment expriment la tendance à la réaction sur toute la ligne du capitalisme de monopole à l'époque de sa crise générale, son caractère objectivement dépassé. C'est pourquoi les communistes doivent redoubler d'efforts pour s'implanter dans le prolétariat sur les lieux de travail, sans négliger les quartiers populaires, car c'est là qu'est la clef de la situation : on ne mettra fin aux maux du capitalisme que par l'intervention révolutionnaire des masses pour en finir avec la domination de la bourgeoisie et le capitalisme. Cela passe par la reconstruction d'un mouvement syndical de classe, qui, dans le combat permanent contre la politique sauvage du Capital doit se donner l'objectif de la contre-offensive pour récupérer ce qui a été perdu, mais aussi poser la question du changement de mode de production, de la fin de l'exploitation des êtres humains par des êtres humains, de l'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

Après des difficultés à l'automne, lors du coup de force aggravant la Loi Travail, difficultés liées à la domination du réformisme, nous assistons à une montée générale du mécontentement, qui s'est traduite le 15 mars par la plus grande mobilisation des Retraités jamais vue, et le 22 mars par des manifestations massives pour la défense de la Fonction publique et une manifestation nationale des cheminots à Paris. Près de 500 000 manifestants se sont rassemblés dans toute la France, avec des cortèges combatifs. Une journée nationale d'action de tous les secteurs professionnels est prévue le 19 avril. La limite de ces actions, c'est qu'elles ne sont pas accompagnées d'appel à la grève générale nationale et qu'il n'y a pas de plan d'actions concertées entre les journées d'action. Comme à leur habitude, les réformistes renvoient à leur base l'organisation de l'action. L'intervention des communistes, comme militants syndicaux et comme membres du parti, est là aussi nécessaire, car cette situation favorise la renaissance de l'anarcho-syndicalisme sous une forme ou sous une autre, que nous constatons dans ce mouvement, fondamentalement sain, des bases de la CGT, mais qui a tendance à déboucher sur une conception trade-unioniste de la lutte, c'est-à-dire tout aussi réformiste que ceux que l'on prétend combattre. Dans cette bataille, notre parti a décidé que ses militants devaient participer à toutes les initiatives visant à reconstruire le syndicalisme de lutte des classes. C'est la raison pour laquelle il les appelle à participer au Front Syndical de Classe, organisation regroupant des syndicalistes qui veulent coordonner leurs efforts pour que la CGT (et la fédération autonome de la fonction publique FSU) redevienne une organisation de classe et de masse. De la même façon, nous appelons nos militants à soutenir sans sectarisme toutes les initiatives et organisations syndicales qui se prononcent dans ce sens.

La bataille promet d'être dure, complexe, tant la bourgeoisie, avec l'aide de l'Union Européenne, a perverti le syndicalisme. Mais cette bataille est incontournable pour que le prolétariat se réapproprie sa conscience de classe, qu'il relève la tête, et mette en échec l'offensive tous azimuts du Capital monopoliste. Cette bataille est exaltante, car elle est un moment décisif de la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire de masse et du Parti dont la classe ouvrière a besoin pour jouer son rôle historique : renverser la bourgeoisie et le capitalisme, pour construire la société socialiste-communiste dont l'humanité a besoin pour assurer son avenir. En menant ce combat, nous sommes fidèles à la mémoire des prolétaires parisiens qui, il y aura 170 ans en juin, se sont soulevés à Paris pour renverser la bourgeoisie, et à l'œuvre du fondateur de notre mouvement, Karl Marx, dont nous fêtons le 200^{ème} anniversaire.

